

DÉCRYPTAGE

# Écologie et pouvoir d'agir



LES COLLECTIONS DU F3E

# ENJEUX SUR



“ Les alternatives d’organisation et de mobilisation communautaires sont nées des luttes dans les rues et de la prise de conscience populaire de ce dont nous avons besoin pour vivre avec dignité. ”



**BLANCA BAYAS FERNÁNDEZ**

ODG - OBSERVATORIO DE LA DEUDA EN LA GLOBALIZACIÓN<sup>1</sup>  
ESPAGNE

---

1 Observatoire de la dette dans la globalisation

# 02

## ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

**INTERSECTION ENTRE  
LES PROPOSITIONS  
À BARCELONE, ESPAGNE**



## **Écoféminismes :** **la reproduction de la vie entre l'économie** **féministe et l'économie écologique...**

Ma contribution porte sur la manière dont la sensibilisation, l'organisation et la mobilisation populaires recourent les principes et les idées des écoféminismes<sup>2</sup>. Il existe une diversité d'écoféminismes mais, en synthèse, ils défendent tous la reproduction de toute vie, d'une manière digne, avec bien-être et suffisance, et dans l'équilibre et la résilience de l'écosystème dans son ensemble. D'autre part, ils s'opposent aux modèles biocides<sup>3</sup> et aux structures hostiles à cette reproduction sociale et écologique.

L'écoféminisme auquel nous nous référons à l'Observatorio de la Deuda en la Globalización (ODG) a une approche considérée comme constructiviste et matérialiste. Il croise tour à tour les idées de l'économie féministe et de l'économie écologique. **L'économie féministe souligne comment le modèle social et économique actuel (capitalisme hétéropatriarcal) dépend du temps et du travail que la plupart des femmes effectuent dans le domaine des soins et empiète sur leur bien-être.** Du point de vue de l'économie écologique, il dénonce la manière dont ce même modèle applique une logique extractiviste similaire aux ressources naturelles, qui sont exploitées au profit du capital sans tenir compte des limites de leur régénération naturelle et de leur soutenabilité.

## **Droits et souverainetés collectifs :** **les biens communs reproductifs**

Quel lien entre l'écoféminisme au sein duquel nous travaillons et la prise de conscience, l'organisation et la mobilisation populaires ?

La lutte écoféministe vise à couvrir les dimensions essentielles pour que les personnes aient une vie digne, ce qui n'est pas le cas dans le système actuel. Nous

---

2 Les écoféminismes sont des courants théoriques, des propositions politiques, des mouvements sociaux et une proposition vitale qui met en évidence le lien entre la domination, l'exploitation et la dégradation de la terre et de la nature non humaine, et l'oppression des femmes et des identités dissidentes, ainsi que d'autres groupes sociaux (peuples autochtones, personnes racisées, LGTBIQ+, entre autres). Adapté de la définition complète à l'adresse suivante : <https://odg.cat/es/ecofeminismos/>

3 Concept issu de la science chimique, le terme « biocide » désigne un produit destiné à détruire, contrecarrer, neutraliser, empêcher l'action d'un autre organisme ou à exercer un contrôle sur lui de toute autre manière.

# ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

parlons de besoins matériels et immatériels, tels que l'accès à l'énergie, à l'eau, à la nourriture, au logement, à la santé, à l'éducation et aux soins, tout en tenant compte de la régénération de tous les écosystèmes (dimension écologique). Nous parlons de droits collectifs parce qu'ils doivent être accessibles à l'ensemble de la population, de manière juste et équitable, en suffisance (couverture de base) tout en étant des responsabilités collectives dans leur mise en œuvre. À l'heure actuelle, divers groupes sociaux ne bénéficient pas de la satisfaction des besoins fondamentaux auxquels nous faisons référence; il s'agit des femmes, des migrant-e-s, des personnes racisées, des peuples autochtones, des personnes ayant des identités dissidentes, et bien évidemment des personnes qui croisent plusieurs de ces axes identitaires, ce qui les place dans un contexte de plus grande vulnérabilité du fait même de l'organisation et au profit du système.

**Nous défendons la lutte des peuples pour avoir le pouvoir de décider à propos de ces ressources, en allant au-delà d'une vision anthropocentrique et des besoins des seuls humains et humaines, en intégrant les droits des autres êtres vivants et des écosystèmes dans leur ensemble.** C'est pourquoi nous adhérons à l'idée de souveraineté qui sous-tend ces luttes, comprise comme le droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies soutenables de production et de reproduction, de distribution et de consommation<sup>4</sup>.

Dans le cas de notre approche écoféministe, nous étendons cette idée de souveraineté à toutes les dimensions matérielles et immatérielles nécessaires à la vie mentionnées ci-dessus : l'énergie, l'eau, le logement, la santé, l'éducation et les soins. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de biens et de services reproductifs, avec une finalité d'usage et une perspective écologique, et non avec des objectifs productifs au profit des marchés. La relocalisation, la proximité, l'extraction et la génération adaptées de ces ressources est un principe fondamental pour pouvoir garantir la souveraineté et une proposition écologique et féministe – écoféministe – avec les principes que nous avons décrits.

Les souverainetés sont l'alternative aux modèles extractivistes néocoloniaux, tels que les sociétés de capitaux transnationales des pays du Nord qui exploitent les ressources des territoires du Sud. Elles sont aussi une alternative à l'extrême dépendance de la dimension urbaine par rapport à la dimension rurale, entre autres. En d'autres termes, elles rompent avec la logique des chaînes mondiales injustes, comme dans le cas du travail de soins – des femmes qui migrent des Suds vers le

---

4 Adapté de la définition de Via Campesina dans le cas de la souveraineté alimentaire.

Nord pour s'occuper d'autres personnes dans le cadre d'emplois très précaires, laissant d'autres femmes encore plus pauvres dans leur lieu d'origine pour s'occuper de leur famille. Citons également le cas des chaînes énergétiques qui impliquent l'extraction d'énergie dans les territoires des Suds pour l'exportation et le transport par le biais de mégaprojets qui laissent les communautés dans une situation de pauvreté énergétique à la source, et engendre leur déplacement, et qui concentrent à nouveau ces ressources dans les pays du Nord, où l'accès à l'énergie n'est pas non plus garanti pour l'ensemble de la population.

La prise de conscience, l'organisation et la mobilisation du peuple sont les conditions préalables inhérentes au droit et au pouvoir de prendre des décisions (souveraineté). Elles impliquent à leur tour une logique démocratique centrée sur les bases sociales et populaires, où les groupes les plus vulnérables ont voix au chapitre et prennent des décisions. La récupération de la mémoire des usages et coutumes communautaires des biens communs reproductifs est essentielle pour parvenir à la souveraineté et au pouvoir populaire.

## **Tout démarchandiser et contre les fausses solutions**

Le modèle économique actuel est basé sur la privatisation et la marchandisation des biens communs au profit de quelques personnes. Il y a donc une concentration des ressources au détriment d'un modèle qui garantit la couverture des droits (accumulation par dépossession<sup>5</sup>). Les biens communs sont souvent canalisés à travers la dimension publique vers des objectifs commerciaux privés dans ce que l'on appelle les « partenariats public-privé »<sup>6</sup>.

Le capitalisme se repense en proposant de « fausses solutions », qui ne sont ni écologiques – *greenwashing* – ni féministes – *purplewashing* – ni démocratiques ou autonomisantes pour la population. Les fausses solutions consistent à soutenir des mesures et des politiques de simples réformes du capitalisme, telles que le soutien à la construction massive d'infrastructures d'énergies renouvelables par les mêmes entreprises de l'oligopole énergétique – responsables du même modèle

---

5 Concept inventé par David Harvey.

6 Formules permettant au secteur privé de construire et de gérer des biens ou des services traditionnellement publics (tels que les hôpitaux, les écoles, les routes, les chemins de fer, l'eau, l'assainissement et l'énergie...), avec des garanties publiques. Définition complète à l'adresse suivante : <https://odg.cat/es/colaboraciones-concesiones-publico-privadas-cpp/>

# ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

extractiviste et polluant qui a conduit à la crise écologique – au lieu de soutenir les énergies renouvelables mais à partir de la planification, de la décroissance, de la redistribution et d'options publiques et communautaires.

## **Public-communauté... Options à partir du bas**

Sachant que les marchés et l'alternative privée-mercantile ne couvrent pas les besoins sociaux et n'inversent pas les crises actuelles (au contraire, ils les aggravent), les options que nous défendons sont les options publiques-communautaires existantes dans les luttes pour les différents droits et souverainetés collectives. Nous nous référons aux options de participation et de prise de décision basées sur l'organisation des communautés et des quartiers, ainsi qu'aux garanties et à la gestion publiques.

En se concentrant sur les propositions qui ont été mises en œuvre en Catalogne – en s'inspirant d'autres expériences des Suds et du Nord global – et qui peuvent également être extrapolées à d'autres endroits, les principes et les propositions de politiques publiques et de promotion communautaire proposées par les mouvements sociaux de ce territoire sont<sup>7</sup> :

### **La souveraineté énergétique**

**Un modèle énergétique respectueux de l'environnement naturel, social et culturel, territorialisé, résilient et démocratique par rapport aux décisions énergétiques, laissant derrière lui l'opacité et l'inaccessibilité.** Cela passe par :

- Garantir la production et la fourniture d'énergie par le biais d'entreprises publiques dans lesquelles les habitant-e-s participent effectivement. Démocratisation et connaissance des droits énergétiques.
- Reconnaître, faciliter et promouvoir la constitution de communautés énergétiques locales (CEL); faciliter les espaces pour les CEL et pour l'autoconsommation, tels que les panneaux photovoltaïques.
- Promouvoir l'analyse et la transparence, et participer à des organisations supra-municipales ou communes. Créer des observatoires municipaux et supra municipaux.

---

<sup>7</sup> Voir les propositions complètes inspirées par : <https://odg.cat/es/publicacion/propuestas-ecofeministas-para-repensar-las-ciudades/>

## **La souveraineté alimentaire**

**Un système alimentaire relocalisé qui prend en compte ses propres limites et besoins, qui reconnaît ses liens et sa dépendance à l'égard d'un monde rural invisible et subalterne.** L'enjeu est de construire un système co-responsable et conscient pour :

- Humaniser les chaînes d'approvisionnement, développer des communautés territorialisées, agro-écologiques et féministes. Commerce local et de proximité, marchés et revenu paysan de base.
- Faciliter les espaces de formation, d'échange et de dynamisation de l'alimentation locale. Coopératives de distribution et de consommation.
- Valoriser et promouvoir l'agroécologie et l'autoconsommation. Jardins communautaires, supermarchés coopératifs, marchés publics, cantines sociales et scolaires.
- Promouvoir l'accès à la terre pour tous et toutes, en particulier pour les femmes; plaider pour une redistribution des terres qui donne des titres fonciers aux femmes qui sont continuellement exclues et qui, dans certaines régions, n'ont aucun droit à la terre.

## **L'accès à l'eau et la gouvernance**

**Repenser le modèle d'accessibilité et de gouvernance de l'eau en adoptant une approche globale et liée au territoire qui reconnaît la valeur sociale et écologique de l'eau.** Reconnaître, gérer et garantir l'eau comme un droit humain et un bien commun essentiel, afin de :

- Promouvoir l'accès universel et la gouvernance de l'eau, en équilibre avec le territoire et les écosystèmes aquatiques.
- Promouvoir l'information, la participation et la co-gouvernance de l'eau.
- Défendre une gestion publique directe, contrôlée et supervisée par les personnes concernées avec une tarification sociale.

## **Le logement et la mobilité dans une perspective écoféministe**

**Valoriser et renforcer le droit au logement, et promouvoir des projets transformateurs, liés aux quartiers/villages et avec la participation de leurs habitant-e-s, pour :**

# ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

- Aller vers des localités solidaires<sup>8</sup>, accéder aux installations nécessaires au niveau du quartier/du village, pour s'orienter vers une mobilité durable ; dans le cas de la ville, choisir le « quart d'heure » de marche, ce qui signifie la nécessité de répondre aux besoins dans ce rayon de marche.
- Défendre le droit à un logement décent pour toutes les personnes vivant dans les zones rurales et urbaines, notamment mettre en place des logements publics et des coopératives en cession d'usage.
- Construire des localités véritablement résilientes et soutenables, utiliser les toits, la végétation et des abris climatiques.

## **Le droit collectif aux soins**

Il s'agit du droit de toute personne d'être et de se sentir libre de soigner et d'être soignée, tout au long de sa vie et dans le cadre de relations réciproques. Il s'agit de nous donner la capacité de décider combien, comment et par qui nous voulons être soigné·e·s ; y compris le droit de dire non à des soins<sup>9</sup>, à travers :

- La mise en place de réseaux de soins publics et territoriaux et de systèmes de soins publics-communautaires.
- La promotion des services stratégiques clés pour les travailleurs sociaux et travailleuses sociales et des espaces de soins pour les aidant·e·s, la mise en place d'un revenu de base.
- La mise en œuvre d'un plan de choc pour les travailleurs et travailleuses du secteur des soins et l'exercice d'une pression pour que d'autres lois soient adoptées afin d'égaliser leurs droits avec ceux des autres travailleuses et travailleurs.

## **La santé et les services sociaux et de santé**

Il s'agit d'indicateurs de **bien-être social associés aux conditions de vie et de travail des résident·e·s, liés à différentes sphères de la gouvernance urbaine** : de la planification urbaine au logement, en passant par l'alimentation, les soins, la qualité de l'air et l'accès à l'eau, les transports ou la gestion des déchets, entre autres. Pour accéder à ce bien-être, il faut mettre en place les mesures suivantes :

---

8 Extrait de la proposition de « villes solidaires » de Col-lectiu Punt 6.

9 Définition du collectif XXX.

- Un service de santé dé-commercialisé : rendre publics<sup>10</sup> et/ou (re)municipaliser les différents services médicaux de base, y compris la dentisterie, la psychologie, etc.
- Mettre en avant la santé communautaire et le bien-être public.
- Adopter le concept de localités bienveillantes et compatissantes : architectures collaboratives de logement et de soins, communautés de personnes âgées.

## L'éducation communautaire

On parle ici des écoles, de leurs cours de récréation, des rues et des parcs, des associations familiales d'élèves et des associations de quartier, des cantines, des centres de loisirs et des activités extrascolaires. L'objectif serait de :

- Défendre les services publics de garde d'enfants. Gratuits et/ou à prix social.
- Faire de chaque quartier une communauté d'apprentissage et faire connaître le service périscolaire.
- Éduquer collectivement par l'espace : créer des espaces/lieux « jouables », renaturer et pacifier des cours de récréation par ailleurs ouvertes au reste de la population en dehors des heures de classe.

## Réflexions finales

Les alternatives d'organisation et de mobilisation communautaires sont nées des luttes dans les rues et de la prise de conscience populaire de ce dont nous avons besoin pour vivre avec dignité. **Il s'agit d'options construites à partir d'une perspective écoféministe, contraire aux intérêts et aux bénéfices du marché.** Des propositions qui donnent la priorité à la dimension reproductive par le biais d'emplois socialement nécessaires, qui sont précisément les plus écologiques et les moins polluants : nous faisons référence aux soins, à la santé, à l'éducation, et même lorsqu'il s'agit d'emplois liés à des ressources telles que l'énergie, la nourriture et l'eau, ils sont proposés sur la base d'une meilleure planification et réglementation, **de sorte qu'ils ne reposent pas sur une base extractiviste, mais plutôt sur une base de bonne utilisation.** Ces emplois peuvent également inclure une perspective féministe si le travail de reproduction et de soins qui sous-tend chacune de ces activités est valorisé et redistribué au sein de la population.

---

<sup>10</sup> Il s'agit de donner un caractère public et/ou communautaire, une gestion et une propriété à quelque chose d'individuel ou de privé. Faire en sorte qu'il s'agisse d'un bien ou d'un service universellement accessible par les pouvoirs publics.

# ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

Il existe actuellement dans tous les territoires des propositions qui rompent avec la logique d'exploitation et de dépossession de la nature et des personnes du modèle capitaliste, et qui construisent des alternatives en relation avec les droits collectifs et la souveraineté auxquels nous avons fait référence. Des alternatives communautaires qu'il est important de recenser, de renforcer, de défendre et/ou dont il faut être solidaire, qui peuvent être mises à l'échelle et/ou reproduites, qui reflètent la réalité de chaque peuple et peuvent nous inspirer. Les expériences et les connaissances qui sont (re)produites dans différents contextes, dans leur diversité mais aussi dans leur similitude, et qui ne sont possibles que grâce à l'organisation et au pouvoir populaires.

## ENRICHISSEMENT

### L'intersection entre les propositions écoféministes et le pouvoir des peuples, par A4

Cet article englobe les domaines dans lesquels il est nécessaire d'agir, depuis la société civile, pour améliorer les conditions de vie de chacun·e et pour développer la justice sociale. Chacun des domaines d'actions listés est essentiel (éducation, santé, soin, logement, accès à l'eau, souveraineté alimentaire et énergétique, égalité et lutte contre le sexisme ou le racisme), mais ne peut jamais être traité indépendamment des autres. En effet, s'il est primordial d'agir pour une éducation correcte pour tous et toutes, cela ne peut se faire sans un accès à un logement digne et sans un système sanitaire correct, et vice versa, et ainsi de suite. C'est pourquoi nous sommes convaincu·e·s que nous avons beaucoup à apprendre les un·e·s et les autres de ce qui se fait ailleurs. Chaque groupe peut agir avec en son cœur une cause ou une autre, mais ne peut fonctionner indépendamment des autres. Des liens sont nécessaires, des relais, des contacts. Pour s'inspirer, se soutenir et s'entraider.

Avec A4, nous avons eu la chance de rencontrer la coopérative Top Manta, qui est née à Barcelone et existe aujourd'hui dans d'autres villes comme Saragosse, et vend également ses produits en ligne. Son activité porte sur la confection **et fabrication** de vêtements par des personnes qui sont dans des précarités sociales et administratives, les « **manteros** ». Plutôt que de vendre illégalement des objets dans la rue, où elles s'exposent à des poursuites policières, ces personnes ont la possibilité de travailler dans cette coopérative, d'avoir un contrat, un salaire, de régulariser leur situation et d'accéder par là-même à un logement digne, à une assurance maladie, à une vie digne dans sa globalité.

De la même façon, avec A4, nous portons cette envie à la fois de faire advenir des changements par le bas, d'égal·e à égal·e; et à la fois de faire converger les luttes. Si nous sommes moins actif·ve·s dans la lutte féministe, nous sommes convaincu·e·s qu'elle est entièrement liée aux luttes que nous portons.

Ainsi, nous sommes un collectif autogéré, nous fonctionnons en horizontal et prenons les décisions par consensus, justement en lien avec ce qui est souligné par Blanca : l'importance que les changements viennent à travers une mobilisation collective, unie, qui part des besoins et des expériences de chacun·e.

# ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

Par ailleurs, notre objectif est de créer un réseau de lieux accueillants et de lieux et personnes soutiens dans le but de trouver des formations et du travail dans les domaines de l'agriculture et de l'artisanat. Il s'agit d'une lutte sociale, pour la dignité de chacun·e, pour l'accès à une situation stable, à un logement digne, à la santé et au travail digne. Parce que nous sommes exploité·e·s dans des métiers que nous n'avons pas choisis, et que nous voulons avoir les mêmes droits que les personnes avec la nationalité française. Notre lutte est aussi écologique : parce que l'agro-industrie accapare les terres, développe les monocultures et détruit les sols, nous voulons assurer une relève pour les paysan·ne·s qui partent à la retraite prochainement (la moitié des agricultrices en France partent à la retraite dans les dix prochaines années), et nous voulons développer une souveraineté alimentaire.





Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d’Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer ce document au public. Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes : vous devez citer le nom de l’auteur original de la manière indiquée par l’auteur ou autrice de l’œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d’une manière qui suggérerait qu’ils ou elles vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l’œuvre); vous n’avez pas le droit d’utiliser ce document à des fins commerciales; vous n’avez pas le droit de modifier, de transformer ou d’adapter ce document. Le texte intégral du contrat est disponible à l’adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



# REMERCIEMENTS

---

## COORDINATION DE L'OUVRAGE

Isabelle Moreau, Armelle Barré - F3E  
Avec l'appui d'Elise Idir, Santiago  
Hidalgo Sanchez et Vanessa Gautier

---

## ACCOMPAGNEMENT À LA COORDINATION

Vladimir Ugarte - Empodera  
Consultores

---

## ILLUSTRATIONS

Fatma Laadhari

---

## GRAPHISME

Nicolas Folliot

---

## ISBN

978-2-491388-07-2

Dépôt légal : avril 2024

---

## RÉDACTION DES ARTICLES

Idriss Yousif Abdalla Abaker  
Blanca Bayas  
Zoé Bouahom  
Elena Brito Herrera  
Diego Escobar Diaz  
Sergi Escribano  
Georgine Kengne Djeutane  
Ratna Mathur  
Habib Ali Mohammed Mousa  
Guillaume Quelin  
Manuela Royo Letelier  
Jiji Sebastian  
Naseem Shaikh  
Sembala Sidibe  
Alitzel Velasco Burgunder

---

## TRADUCTIONS ET INTERPRÉTARIAT

Sabrina Asis  
Anne-Marie Cervera  
Caroline Fraisse  
Marion Guérin  
Sarah Mackley  
Corinne Taylor

---

Cette publication bénéficie d'un soutien de l'Agence Française de Développement.

Les idées et les opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement.

AVEC LE SOUTIEN DE



Comment et pourquoi lier écologie et pouvoir d'agir quand on évoque les enjeux de solidarités en général et les enjeux de solidarité internationale en particulier ?

*Écologie et pouvoir d'agir* a pour objectif de défricher la thématique pour le réseau du F3E.

En donnant la parole à des contributrices et contributeurs issu-e-s de 6 pays différents, le F3E a cherché à montrer une diversité d'approches, qui ont un comme point commun l'articulation entre enjeux écologiques et justice sociale.

Pendant presque un an, les autrices et auteurs des 9 articles réunis dans l'ouvrage ont échangé leurs points de vue avant de se lancer dans l'écriture. Le produit de ces échanges se trouve entre vos mains : des commentaires enrichissant les articles ont été préservés pour montrer les articulations entre les différentes positions.

En guise de conclusion, l'ouvrage propose des recommandations élaborées par les participantes et participants à une journée dédiée à la présentation de ces articles fin 2023, qui ont été enrichies du regard des contributrices et des contributeurs.

Que vous soyez impliqué-e dans une organisation de la société civile, dans une collectivité territoriale, que vous travailliez en France ou à l'international, cet ouvrage est fait pour vous !



17, rue de Châteaudun  
75009 Paris, France  
T : 33 (0) 1 44 83 03 55  
M : f3e@f3e.asso.fr  
f3e.asso.fr

AVEC LE SOUTIEN DE

